

Brochure n° 3270

Convention collective nationale

IDCC : 2410. – **BISCOTTERIES, BISCUITERIES,
CÉRÉALES PRÊTES À CONSOMMER
OU À PRÉPARER, CHOCOLATERIES,
CONFISERIES, ALIMENTS DE L'ENFANCE
ET DE LA DIÉTÉTIQUE,
PRÉPARATIONS POUR ENTREMETTS
ET DESSERTS MÉNAGERS**

AVENANT DU 4 JANVIER 2011
RELATIF AUX CLASSIFICATIONS ET AUX PRIMES
(NOUVELLES CLASSIFICATIONS) AU 1^{ER} JANVIER 2011

NOR : ASET1150475M
IDCC : 2410

Entre :

Alliance 7 ;

Le SFIG,

D'une part, et :

La FGA CFDT ;

La FGTA CGT-FO ;

La FNAA CFE-CGC ;

La CSFV CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Ce barème est applicable aux entreprises ayant mis en place les nouvelles classifications telles qu'issues de l'accord de branche sur les classifications du 4 novembre 2008.

Les signataires rappellent que les entreprises de 100 salariés et plus qui auront négocié la constitution du comité paritaire de classification à la date d'entrée en vigueur du présent avenant disposent d'un délai supplémentaire de mise en œuvre jusqu'au 1^{er} janvier 2012 au plus tard.

Quant aux entreprises de moins de 100 salariés, elles devront avoir mis en place la classification au 1^{er} janvier 2012 au plus tard.

Article 2

Pour les entreprises ayant mis en place les nouvelles classifications, l'article 6.1.1 « Ressource brute conventionnelle annuelle (RCA) » est modifié comme suit :

« Conformément à la loi, les organisations liées par la présente convention collective se réunissent, au moins une fois par an, pour négocier les rémunérations minima de la branche. Cette négociation porte sur un barème de ressources brutes conventionnelles annuelles (RCA), sur un barème de ressources brutes mensuelles garanties hiérarchisées (RMGH) et sur un barème d'assiette de primes (BAP) dont les montants respectifs figurent dans l'annexe Salaires.

La ressource brute conventionnelle annuelle (RCA) intègre pour la durée moyenne mensuelle de travail figurant en annexe toutes les sommes versées au cours de l'année civile, y compris les primes et gratifications existant dans l'entreprise, à l'exception de la prime d'ancienneté aux taux prévus à l'annexe Salaires et des sommes constituant un rembour-

sement de frais ou versées en contrepartie directe des conditions de travail en raison desquelles une prime spéciale a été prévue par la présente convention.

La ressource brute conventionnelle annuelle est égale, pour chaque niveau et échelon tel qu'il ressort de l'accord de classification des emplois du 4 novembre 2008, au montant figurant dans le tableau joint en annexe.

Cette ressource brute conventionnelle annuelle est garantie au personnel ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise. La régularisation devant intervenir au 31 décembre chaque année.

S'il y a lieu, cette régularisation est faite *pro rata temporis* pour le personnel remplissant cette condition d'ancienneté au sens de l'article 4.10 de la convention collective. »

Article 3

Pour les entreprises ayant mis en place les nouvelles classifications, l'article 6.1.2 « Rémunération mensuelle brute garantie hiérarchisée (RMGH) » est modifié comme suit :

« La ressource brute mensuelle garantie hiérarchisée par niveau et échelon (RMGH) s'applique uniquement aux ouvriers, employés et TAM visés par la présente convention.

Elle est égale, pour chaque niveau et échelon tel qu'il ressort de l'accord de classification du 4 novembre 2008, au montant figurant dans le tableau joint en annexe.

La ressource brute mensuelle garantie hiérarchisée (RMGH) intègre toutes les primes et gratifications existant dans l'entreprise, à l'exception de la prime d'ancienneté aux taux prévus à l'annexe Salaires et des sommes constituant un remboursement de frais ou versées en contrepartie directe des conditions particulières de travail en raison desquelles une prime spéciale a été prévue par la présente convention.

Cette ressource brute mensuelle garantie hiérarchisée s'entend pour la durée figurant à l'article 6.1.4. Elle est réduite proportionnellement dans le cas d'un horaire de travail inférieur.

A cette ressource, s'ajoute la rémunération des heures supplémentaires calculée selon les dispositions légales.

Pour un niveau et échelon donnés, la ressource brute mensuelle garantie hiérarchisée est obtenue :

- en déduisant du montant de la RCA correspondante la valeur de la prime annuelle telle que prévue à l'article 5 ci-dessous, et en divisant le résultat par 12 ;
- en divisant le montant de la RCA par 13 pour les cadres visés par la présente convention. »

Article 4

Pour les entreprises ayant mis en place les nouvelles classifications, l'article 6.1.3 « Barème d'assiettes de primes (BAP) » est modifié comme suit :

« Le barème d'assiette de primes (BAP) sert de base au calcul des primes de froid, chaleur et d'ancienneté prévues par la présente convention. »

Article 5

Pour les entreprises ayant mis en place les nouvelles classifications, l'article 6.3.3 de la convention collective est modifié comme suit :

« Il est attribué dans chaque établissement, aux ouvriers, employés et TAM comptant au moins 1 an d'ancienneté, une prime annuelle calculée au prorata du temps de travail effectif de l'intéressé au cours d'une période de référence déterminée pour l'établissement ; elle s'imputerait sur tout avantage de même nature pouvant résulter de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles susceptibles d'intervenir ultérieurement.

Cette prime peut être versée en une ou plusieurs fois. Ses modalités d'application dans l'établissement et notamment la détermination de la période de référence, ainsi que les dates de versement, sont fixées en accord avec les représentants du personnel.

En cas de départ en cours d'année, quel qu'en soit le motif, le salarié reçoit la prime qui lui est acquise à la date de cessation d'effet du contrat.

Pour les salariés ayant 1 an d'ancienneté et moins de 3 ans d'ancienneté, la prime sera fixée à 70 % du montant de la rémunération mensuelle de la catégorie de l'intéressé.

A titre transitoire, pour les salariés ayant au moins 3 ans d'ancienneté, cette prime évoluera progressivement sur 3 ans en appliquant au montant de la rémunération mensuelle de la catégorie de l'intéressé un taux déterminé comme suit en fonction de l'année.

(En pourcentage.)

ANNÉE	ANCIENNETÉ	
	De 1 à 3 ans	3 ans et plus
2011	70	80
2012	70	90
2013	70	100

A l'issue de la période transitoire de 3 ans, les salariés ayant au moins 3 ans d'ancienneté bénéficieront d'une prime annuelle égale à 100 % de la RMGH de l'intéressé.

Article 6

Le présent avenant entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2011.

Il sera notifié aux organisations syndicales à l'issue de la période de signature conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Les parties conviennent que le présent avenant constitue un accord normatif de branche, par conséquent aucun accord d'entreprise ou d'établissement ou de quelque niveau que ce soit ne pourra déroger à ses dispositions, à moins que celles-ci ne soient plus favorables aux salariés.

Article 7

Le présent avenant sera déposé à la DDTEFP de Paris et au conseil de prud'homme de Paris. Son extension sera demandée.

Fait à Paris, le 4 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des minima conventionnels

Base : 151,67 heures par mois

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	ÉCHELON	POINTS	RESSOURCE GARANTIE		
				Annuelle		Mensuelle
				Ancienneté de 1 an et moins de 3 ans	Ancienneté de 3 ans et plus	
Ouvriers, employés	I	1	12 à 15	17 341,90	17 478,45	1 365,50
		2	16 à 19	17 522,55	17 660,52	1 379,73
		3	20 à 23	17 677,38	17 816,58	1 391,92
	II	1	24 à 27	17 832,22	17 972,63	1 404,11
		2	28 à 31	18 219,32	18 362,78	1 434,59
		3	32 à 35	18 606,41	18 752,92	1 465,07
	III	1	36 à 39	18 993,51	19 143,07	1 495,55
		2	40 à 43	19 432,22	19 585,23	1 530,10
		3	44 à 47	19 870,93	20 027,39	1 564,64
TAM	IV	1	48 à 51	20 309,64	20 469,56	1 599,18
		2	52 à 55	21 367,70	21 535,95	1 682,50
	V	1	56 à 59	22 425,76	22 602,34	1 765,81
		2	60 à 63	24 180,60	24 371,00	1 903,98
	VI	1	64 à 67	25 935,43	26 139,65	2 042,16
		2	68 à 71	28 967,68	29 195,78	2 280,92
Cadres	VII	1	72 à 75	30 616,14	30 616,14	2 355,09
		2	76 à 79	32 069,02	32 069,02	2 466,85
	VIII	1	80 à 83	33 521,90	33 521,90	2 578,59
		2	84 à 87	45 831,76	45 831,76	3 525,52
	IX	1	88 à 90	58 141,62	58 141,62	4 472,43

Prise d'effet des garanties mensuelles au 1^{er} janvier 2011.

Barème d'assiettes de primes

Base : 151,67 heures par mois

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	ÉCHELON	POINTS	MONTANT
Ouvriers, employés	I	1	12 A 15	915,00
		2	16 à 19	970,00
		3	20 à 23	1 020,00
	II	1	24 à 27	1 075,00
		2	28 à 31	1 085,00
		3	32 à 35	1 090,00
	III	1	36 à 39	1 110,00
		2	40 à 43	1 115,00
		3	44 à 47	1 130,00
TAM	IV	1	48 à 51	1 145,00
		2	52 à 55	1 250,00
	V	1	56 à 59	1 350,00
		2	60 à 63	1 455,00
	VI	1	64 à 67	1 555,00
		2	68 à 71	1 665,00

Contrepartie opération habillage-déshabillage : indemnité forfaitaire mensuelle : 7,62 €.